

ROYAUME-UNI

Assemblée annuelle de 2017 de la BERD – Déclaration de M. Matthew Taylor, Gouverneur suppléant par intérim représentant le Royaume-Uni

Le gouvernement britannique tient à remercier la Direction de la BERD et le Gouvernement de Chypre pour l'organisation et l'accueil de l'Assemblée annuelle cette année.

L'engagement du Royaume-Uni vis-à-vis de la mission de la BERD est indéfectible. Notre prospérité partagée repose sur des marchés ouverts, inclusifs et compétitifs, opérant dans un contexte de libertés politiques et sociales.

Le mandat de la Banque, axé sur le secteur privé, est unique parmi les institutions financières internationales. Ce mandat permet à la BERD de contribuer à la prospérité en mobilisant d'autres moyens que les autres IFI.

Nous sommes satisfaits du thème de l'Assemblée annuelle cette année : *Vers une croissance verte et inclusive*. L'intégration mondiale a très largement contribué à améliorer nos conditions de vie ces dernières décennies, mais les avantages ne se sont pas répartis équitablement – ni pour les pays d'opérations de la Banque, ni pour nos propres pays. Il s'agit là d'un défi pour nous tous.

L'argumentation en faveur de l'inclusion économique est claire : celle-ci offre des opportunités à des catégories qui traditionnellement se voient accorder peu de soutien et consolide l'économie au sens large par une participation accrue à la population active, à l'éducation et à d'autres activités économiquement productives. La BERD, avec les gouvernements, les institutions publiques et la société civile, a un rôle important à tenir pour soutenir l'inclusion dans les économies avancées et celles aux premiers stades de la transition. Nous sommes heureux de voir l'inclusion constituer une composante explicite du nouveau concept de transition de la Banque et accueillons favorablement la publication de la nouvelle Stratégie d'inclusion économique, qui s'appuie sur les points forts dont la Banque a su faire preuve ces dernières années.

La promotion de l'inclusion économique est un défi qui ne peut être relevé qu'en étroite collaboration avec le secteur privé et les institutions publiques. Le rôle des institutions publiques est de s'assurer de la mise en place des incitations, des cadres d'action publique et de l'assistance technique nécessaires pour favoriser le progrès. En définitive cependant, c'est le secteur privé qui doit être le vecteur de l'inclusion économique, par un changement d'attitudes sur le lieu de travail et la création d'emplois productifs. Une mobilisation permanente est indispensable pour libérer le potentiel du secteur privé, avec à l'appui des initiatives pour explorer des solutions axées sur le marché se traduisant par des opérations de commercialisation et de canalisation de financements privés.

La Banque doit faire face à plusieurs défis de taille dans sa région d'opérations : une crise prolongée des réfugiés, une faible croissance des revenus et des inégalités persistantes. Ce contexte exige que la BERD soit plus innovante que jamais et utilise ses ressources aussi efficacement que possible pour obtenir le plus grand impact réalisable sur la transition.

Dans les pays à un stade avancé de la transition, la BERD peut ajouter de la valeur par un engagement ciblé afin d'aider à renforcer le secteur financier et à développer des marchés financiers plus profonds et plus complets.

C'est cependant dans les pays aux premiers stades de la transition que la Banque devrait apporter une contribution décisive à la promotion du secteur privé – par ses investissements, un dialogue sur les politiques à mettre en œuvre et une coopération technique. Elle devrait aussi continuer à mettre en œuvre des changements significatifs, par exemple en luttant contre l'esclavage moderne, en étant en première ligne pour favoriser l'inclusion des jeunes et promouvoir l'égalité des genres, des domaines où nous aimerions voir les progrès se poursuivre en faveur de la participation des femmes à la population active.

La BERD a montré, par sa mobilisation face aux évolutions dans la partie méridionale et occidentale du bassin méditerranéen et récemment face à la crise des réfugiés, qu'elle était capable d'exercer son mandat et ses compétences pour contribuer à soutenir la réponse aux problèmes internationaux. Nous sommes particulièrement satisfaits des initiatives prises par la Banque pour apporter une réponse efficace à la crise des réfugiés et aimerions voir la BERD poursuivre ses bonnes initiatives dans ce domaine. Du fait de son mandat unique, la Banque devrait être au premier plan des actions menées pour mobiliser des financements privés à l'appui d'objectifs partagés de politiques à mettre en œuvre : une grande priorité du Royaume-Uni qui s'applique à toutes les BMD.

Lorsque les compétences de diverses institutions peuvent être complémentaires pour parvenir à un résultat positif, la Banque devrait promouvoir une collaboration étroite entre les institutions internationales. Nous souhaiterions que la BERD continue d'œuvrer de concert avec d'autres institutions financières internationales, y compris dans le cadre du G20 et du G7, afin de maximiser leur impact sur le développement, en particulier par une action commune pour optimiser leurs bilans et favoriser des financements privés.

La réussite de la Banque s'appuie sur le professionnalisme et le dévouement de son personnel. Les collaborateurs internationaux de la BERD, dotés d'une expertise considérable et de compétences uniques, proposent depuis le siège au cœur de la City à Londres une réserve de talents inégalée. Le produit de leur travail se reflète dans les récents succès obtenus. La Banque a généré des résultats opérationnels et financiers exceptionnels dans un contexte très difficile ces dernières années. Le bénéfice d'un milliard d'euros réalisé en 2016 est une preuve de plus de la réussite de la Banque.

Cependant, la poursuite des efforts est nécessaire pour atteindre nos objectifs partagés et apporter la valeur qu'attendent les contribuables en contrepartie des fonds publics utilisés. Nous accueillons donc favorablement les efforts de la Banque visant à renforcer son action en faveur de la transparence et des résultats par un affinement du concept de la transition. À présent, il est indispensable que la Banque mène à bien le programme d'efficacité et d'efficience opérationnelles adopté l'an dernier, qui sera un socle lui permettant de réussir durablement.